

**ARTICLE 3 :** Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté qui abroge les dispositions de l'Arrêté n°2011-4692/MEFP-SG du 21 novembre 2011 portant nomination de Monsieur Souleymane COULIBALY

N°Mle 0116-357-Z, Inspecteur des Finances, en qualité de Chef de la Division Comptabilité Matières à la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Le Ministre de l'Economie, des  
Finances et du Budget,  
Tièna COULIBALY**

**Le Ministre de l'Emploi et de la  
Formation Professionnelle,  
Dr DIALLO Dédia Mahamane KATTRA**

**ARRETE N°2013-0914/MEFB-SG DU 13 MARS 2013  
PORTANT AGREMENT DE COURTAGE EN  
ASSURANCE DE LA SOCIETE DENOMMEE « ASSUR  
2K » SARL.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU  
BUDGET,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La société dénommée « ASSUR 2K » SARL immatriculée au registre du commerce sous le numéro MA Bamako.2009.B.2467 du 01/06/09, est agréé pour exercer les activités de courtage en assurances.

Dans l'exercice de cette profession, la société ne peut présenter que les opérations pratiquées par les entreprises d'assurances mentionnées à l'article 300 du Code CIMA et agréés en République du Mali.

**ARTICLE 2 :** Madame TRAORE Fatoumata KANSAYE, demeurant à Bamako demeurant à Bamako, est agréée en qualité de gérante de la société jusqu'à décision contraire des associés.

**ARTICLE 3 :** Les opérations de courtage en assurances présentées par la société sont soumises au contrôle exclusif de la Division des Assurances de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique conformément aux dispositions des articles 310, 534 et suivant du Code des assurances des Etats membres de la CIMA.

**ARTICLE 4 :** La société dénommée « ASSUR 2K » SARL, doit satisfaire à toutes les exigences règlementaires en matière d'assurances notamment :

-justifier à tout moment d'un engagement de caution pris pour une durée de chaque année civile et reconduit

tacitement au 1<sup>er</sup> janvier conformément à l'article 526 du Code CIMA.

Le montant de la caution est révisé à la fin de chaque période annuelle conformément aux modalités de calcul prévues à l'article 525 du Code CIMA ;

-faire figurer sur toutes ses correspondances ou documents de publicité le nom de la société suivi des mots «Courtier d'Assurances» ;

-informer au préalable l'autorité de tutelle de tout changement d'adresse décidé par la société.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté qui prend effet à partir de sa date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 13 mars 2013**

**Le Ministre de l'Economie, des Finances  
et du Budget,  
Tièna COULIBALY**

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°2013-0920/MEFG-MM-MCI-MEE-MEA-SG PORTANT CREATION ET ORGANISANTON DE LA COMMISSION DE CONTROLE DE QUALITE DES PRODUITS PETROLIERS EN REPUBLIQUE DU MALI**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU  
BUDGET,**

**LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE,  
LE MINISTRE DES MINES,**

**LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU,  
LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE  
L'ASSAINISSEMENT,**

**ARRETENT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Il est créé une Commission chargée du contrôle de qualité des produits pétroliers sur toute l'étendue du territoire national.

## **CHAPITRE II – DE LA COMPOSITION**

**ARTICLE 2 :** La Commission de contrôle de qualité des produits pétroliers est composée comme suit :

**Président :** Le Directeur Général de l'Office National des Produits Pétroliers ou son représentant.

**Membres :**

- le Directeur National du Commerce et de la Concurrence ou son représentant ;
- le Directeur National de la Géologie et des Mines ou son représentant ;
- le Directeur National des Industries ou son représentant ;
- le Directeur National de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ou son représentant ;
- le Directeur Général des Douanes ou son représentant.

**ARTICLE 3 :** Le secrétariat de la Commission est assuré par la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence.

**ARTICLE 4 :** La Commission peut faire appel à toute personne ressource dont le concours lui paraît nécessaire pour l'accomplissement de ses missions.

**CHAPITRE III – DES ATTRIBUTIONS**

**ARTICLE 5 :** La Commission de contrôle de qualité des produits pétroliers est chargée de :

- veiller à la qualité des produits pétroliers conformément aux normes et spécifications en vigueur et ce, au niveau des dépôts d'hydrocarbures, des stations-service et de tout autre point de vente ou de stockage sur toute l'étendue du territoire national ;
- contribuer à l'élaboration desdites normes et spécifications.

L'élaboration du programme annuel de contrôle est laissée à la discrétion du Président de la Commission.

Le Président de la Commission élabore un rapport annuel sur les opérations de contrôle de qualité des produits pétroliers qui est transmis aux autorités concernées.

**ARTICLE 6 :** Les représentants de l'Office National des Produits Pétroliers, de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence et de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines sont chargés du prélèvement des échantillons dans toute unité de stockage et de distribution de produits pétroliers.

**ARTICLE 7 :** L'Office National des Produits Pétroliers finance et dirige les opérations de prélèvement d'échantillons de produits pétroliers.

La Direction Nationale de la Géologie et des Mines est chargée de l'analyse des échantillons de produits pétroliers prélevés au niveau des infrastructures pétrolières.

La Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence est chargée de l'application de la réglementation en cas d'infraction.

**CHAPITRE IV – DU CONTROLE DE QUALITE DES PRODUITS PETROLIERS**

**ARTICLE 8 :** Au sens du présent arrêté :

- les caractéristiques des produits pétroliers sont leurs signes distinctifs ou leurs particularités ;
- les spécifications des produits pétroliers définissent leurs caractéristiques essentielles ;
- la norme est la règle fixant les conditions de réalisation d'une opération ou de l'élaboration d'un produit dont on veut unifier l'emploi ou assurer l'interchangeabilité.

Les caractéristiques de chaque produit visé à l'article 11 ci-dessous ainsi que celles de tout nouveau produit venant à intégrer ultérieurement la liste, sont déterminées et le cas échéant, modifiées par voie réglementaire.

**ARTICLE 9 :** Les produits du pétrole, certains dérivés et résidus destinés à la consommation au Mali doivent être conformes aux spécifications fixées par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 10 :** Les importateurs, les propriétaires de dépôts et les distributeurs sont, chacun en ce qui le concerne, garants de la qualité des produits qu'ils détiennent.

**ARTICLE 11 :** Les produits du pétrole, certains dérivés et résidus auxquels s'applique le présent arrêté sont :

- le supercarburant ;
- le pétrole lampant ;
- le gazole ;
- le distillat diesel oil ;
- les fuel-oils ;
- le gaz butane.

**ARTICLE 12 :** L'opération de contrôle consiste à prélever trois (03) échantillons de deux (02) litres de chaque produit au niveau des unités de stockage et/ou de distribution de produits pétroliers. Un échantillon est analysé au laboratoire. Le deuxième est gardé comme témoin au niveau de l'opérateur dont le produit a été prélevé. Le troisième est gardé comme témoin au niveau de la Direction Générale des Douanes pour toute réclamation.

Les opérations de la Commission de contrôle de qualité des produits pétroliers sont inopinées.

**CHAPITRE V – DE LA CONSTATATION ET DE LA REPRESSION DES INFRACTIONS**

**ARTICLE 13 :** Les infractions aux normes et spécifications des produits pétroliers sont constatées par les agents mandatés, les agents de police judiciaire, les agents représentants les membres de la Commission de contrôle de qualité des produits pétroliers et par tout autre agent désigné à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 14 :** Les services compétents en la matière sont chargés de l'application de la réglementation en cas d'infractions.

**ARTICLE 15 :** Toute personne vendant des produits pétroliers de qualité non conforme est passible de peines prévues par la réglementation en vigueur.

**CHAPITRE VI : DES DISPOSITIONS FINALES**

**ARTICLE 16 :** Une instruction interministérielle précise les conditions d'application du présent arrêté.

**ARTICLE 17 :** Le Directeur National du Commerce et de la Concurrence, le Directeur National de la Géologie et des Mines, le Directeur National de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances, le Directeur Général de l'Office National des Produits Pétroliers et le Directeur Général des Douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 13 mars 2013**

**Le Ministre des Mines,  
Dr Amadou Baba SY**

**Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget,  
Tièna COULIBALY**

**Le Ministre de l'Energie et de l'Eau,  
Makan TOUNKARA**

**Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,  
Abdel Karim KONATE**

**Le Ministre de l'Environnement et de l'Assainissement,  
Ousmane Ag RHISSA**

-----

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°2013-0922/MEFB-MEA-SG DU 14 MARS 2013 PORTANT NOMINATION D'UN AGENT COMPTABLE AUPRES DE L'AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET,  
LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ASSAINISSEMENT,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Massama CAMARA**, N°Mle 457-30-J, Inspecteur du Trésor de 1<sup>ère</sup> classe, 2<sup>ème</sup> échelon est nommé Agent Comptable auprès de l'Agence du Bassin du Fleuve du Niger.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2 :** Les Agents Comptables sont soumis aux mêmes obligations et responsabilités que les comptables publics et de ce fait, astreints à la constitution d'une caution dont le montant est fixé à deux cent mille (200 000) francs CFA.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 14 mars 2013**

**Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget,  
Tièna COULIBALY**

**Le Ministre de l'Environnement et de l'Assainissement,  
Ousmane AG RHISSA**

-----

**ARRETE N°2013-0926/MEFB-SG DU 14 MARS 2013 PORTANT INSTITUTION D'UNE REGIE DE RECETTE AUPRES DU CENTRE DE RECHERCHE ET DE LUTTE CONTRE LA DREPANOCYTOSE.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Il est institué une Régie de recettes auprès du Centre de Recherche et de Lutte contre la Drépanocytose.

**ARTICLE 2 :** La Régie de recettes a pour objet la perception des recettes issues des prestations de services effectuées par le Centre et imputables à son budget.

**ARTICLE 3 :** Tout encaissement donne lieu à délivrance à la partie versante d'un reçu tiré d'un quittancier à souches délivré par les services du Trésor.

**ARTICLE 4 :** Le montant maximum des disponibilités que le régisseur est autorisé à détenir est fixé à cinquante mille francs CFA (50 000) F CFA.

**ARTICLE 5 :** L'utilisation directe des ressources, au niveau de la régie, pour la couverture de quelques dépenses que ce soit, est interdite.

Toutes les ressources de la régie doivent être intégralement versées dans le compte bancaire du Centre de Recherche et de Lutte contre la Drépanocytose ouvert à cet effet dans une banque de la place.

**ARTICLE 6 :** Le versement de ces ressources dans le compte bancaire a lieu :

- lorsque le montant de cinquante mille (50 000) francs est atteint ;
- à la fin de chaque mois ;
- le 31 décembre de chaque année ;
- à la cessation de fonction du régisseur.

**ARTICLE 7 :** Le Régisseur de recettes tient une comptabilité faisant ressortir à tout moment le montant de l'encaisse, le montant des versements et le montant des disponibilités par nature.

**ARTICLE 8 :** Le Régisseur perçoit une indemnité de caisse en fonction du taux fixé par la réglementation en vigueur.